

C'est le moment de mobiliser l'électorat en profondeur



1 880 candidates et candidats ont été enregistrés sur nos listes régionales, qui sillonnent nos territoires depuis déjà plusieurs semaines à la rencontre des citoyens.

Des listes à l'image de la France qu'on aime, renouvelées de 30 à 65% selon les régions, rajeunies, expressions de la diversité sociale et culturelle. Des listes ouvertes à la société civile : syndicalistes souvent engagés dans des luttes contre les licenciements et les délocalisations, responsables associatifs reconnus pour leurs actions sur tous les terrains de la vie quotidienne, hommes et femmes du monde de la culture, de la recherche, du sport. Des listes de rassemblement de la gauche avec nos partenaires dès le 1^{er} tour : le Mouvement Républicain et Citoyen, Le Parti Radical

de Gauche, et le Mouvement Unitaire Progressiste de Robert Hue. **Des équipes qui allient l'expérience de la gestion de nos régions avec l'innovation et la générosité de nos projets pour l'avenir.** Des équipes prêtes à gouverner pour les transports, l'éducation et la formation, la recherche et le développement économique durable, le logement, la santé, dans tous les domaines abandonnés ou attaqués par le gouvernement UMP et pourtant si essentiels pour la vie quotidienne des citoyens. Avec le dépôt des listes, c'est une nouvelle phase de la campagne qui commence. **C'est le moment de mobiliser l'électorat en profondeur**, en particulier celui qui souffre le plus de la crise et se sent encore éloigné de l'enjeu des élections régionales.

L'AGENDA

20 février

► **Régionales 2010 en PACA**
Déplacement de Michel Vauzelle dans le Vaucluse, à la rencontre des chefs d'entreprises, à la maison de l'entreprise à Pertuis (84). Cette visite sera suivie d'une rencontre sur le thème des services publics.

21 février

► **Médias**
Benoit Hamon est l'invité de l'émission « 17 h politique » sur I>TÉLÉ.
Pierre Moscovici participe à l'émission « tous à vos débats ! » sur France 3 à 22h50.

22 février

► **Régionales 2010**
Déplacement de Martine Aubry à Reims en Champagne-Ardenne, sur le thème de la politique industrielle.

23 février

► **Médias**
Martine Aubry est l'invitée du Journal télévisé de France 3 national à 19h30.

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



L'info en continu

Michel Sapin, 12/02/10

Plan de relance

En 2009, le PIB a connu un recul de 2,2%, historique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : « Le plan de relance du gouvernement s'est avéré incapable de redynamiser les moteurs de la croissance interne, a commenté le Secrétaire national à l'économie. Le plan de purge budgétaire annoncé est une erreur. N'agissant que sur la seule diminution des dépenses publiques, sociales et des collectivités locales, il risque de faire replonger l'économie française ».

Harlem Désir, Alain Vidalies, Marisol Touraine, 15/02/10

Sommet social

« Nicolas Sarkozy cherche à faire diversion. Pour les chômeurs en fin de droit, il y a urgence. Quand il s'agissait d'aider les banques, le carnet de chèque de Nicolas Sarkozy était ouvert, quand il s'agit des 600 000 personnes qui n'auront plus rien pour vivre, le Président refuse une " allocation d'assistance de plus " ».

Guillaume Bachelay, Alain Vidalies, 15/02/10

Code du travail

« La France n'est pas le Far West, mais un État de droit. Les grands groupes n'ont pas à s'y comporter en desperados. Leurs dirigeants agiraient-ils avec un tel sentiment d'impunité si l'exécutif et sa majorité, depuis huit ans, n'avaient pas démantelé des pans entiers du code du travail et des protections collectives ? » ont déclaré les deux Secrétaires nationaux.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

2 500

C'est le nombre de personnes qui ont assisté au meeting organisé à Saint-Joseph, avec le député-maire de la ville, Patrick Lebreton, lors du déplacement de Martine Aubry à la Réunion.

L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

Violences scolaires

Les agressions de Vitry-sur-Seine et de Thiais soulignent l'échec de la politique de la droite depuis 2002 en matière scolaire. « Or, alors que la présence adulte auprès des jeunes dans les établissements devrait être renforcée, le gouvernement poursuit la suppression des postes dans l'Éducation nationale », constate Bruno Julliard, Secrétaire national à l'Éducation. Luc Chatel a demandé un partenariat avec les régions, alors que la principale défaillance vient du gouvernement. Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé l'ouverture d'états généraux sur la sécurité en avril. « L'affichage de mesures spectaculaires et sécuritaires, les coups de menton et les promesses de sanctuarisation ne produisent aucun résultat ». Le

Parti socialiste demande au gouvernement de revenir sur les suppressions de postes et de prendre la mesure des conséquences de ses réformes menées dans la plus grande improvisation.

23 mars : mobilisation interprofessionnelle

Le gouvernement n'a pas daigné apporter une bouffée d'oxygène sur les questions d'emploi, de conditions de travail, de politiques publiques ou de pouvoir d'achat, lors du troisième sommet social organisé le 15 février. « Ce sommet, qui a manqué de propositions concrètes, est une manifestation de l'inaction du gouvernement face à la crise et face aux difficultés quotidiennes des Français, a commenté le Bureau national du PS, il traduit

une stratégie de diversion alors que s'annonce une sévère cure d'austérité après les régionales. » Cinq syndicats, CGT, CFDT, FSU, Solidaires et Unsa, ont appelé à une mobilisation interprofessionnelle unitaire le 23 mars sur la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat, des retraites et des services publics. Le PS soutient cette mobilisation et appelle à une large participation aux côtés des syndicats.

Réformer la garde à vue

Le nombre de gardes à vue s'est porté à 800 000 en 2009. « C'est à la politique du gouvernement que l'on doit ces dérives » affirme le BN. Le Parti socialiste demande que la réforme de la procédure de la garde à vue, tant de fois annoncée, soit mise en débat au Parlement rapidement.

LA VIE DU PARTI

L'actualité des événements qui rythment la vie militante

Du côté de l'OURS

Au sommaire du dernier numéro de *Recherche socialiste*, trois contributions de Lionel Jospin sur « Les socialistes face à la crise du capitalisme », d'Alain Bergounioux sur « Les crises du socialisme français », et de Rémi Lefebvre intitulée « La gauche a besoin de se refaire une sociologie ». À signaler également un article d'Eric Nadaud sur Robert Fuzier, célèbre dessinateur de la presse socialiste du milieu des années 1930.

► L'OURS : www.lours.org - e-mail : contact@lours.org
Tél. : 01 45 55 08 60

Sur le site du PS

Une première réussie ! Le site du Parti organisait mardi 16 février son premier chat en direct avec pour invitée Anne Hidalgo. La tête de liste du PS à Paris a répondu à un maximum de vos questions pendant une heure, se prenant au jeu de l'interactivité citoyenne. Transports, développement durable, pass contraception, éducation, cumul des mandats, tous les grands thèmes de campagne ont été abordés. En tout une cinquantaine de questions

a été déposée via la Coopool et sur le site du PS, un espace spécial était ouvert depuis lundi. L'opération chat a vocation à se répéter durant toute la campagne avec les candidats dans nos régions.

► L'intégralité du chat sur parti-socialiste.fr/chat/regionales-chat-avec-anne-hidalgo.



Territoires en danger

Réforme des collectivités locales et suppression de la taxe professionnelle... c'est une recentralisation aux conséquences dramatiques que le gouvernement veut

imposer. Décryptages, arguments, géolocalisation des initiatives prises dans nos assemblées locales, interpellation des parlementaires de droite : la mobilisation s'amplifie aussi sur defendonsnosterritoires.fr

► Mobilisez-vous sur defendonsnosterritoires.fr.



L'info en continu

AU PARLEMENT

Les socialistes à l'offensive

En direct de l'Assemblée

Les parlementaires socialistes passent à l'offensive sur les droits des femmes. Le 18 février, ils ont présenté une proposition de loi visant à aligner les droits des femmes, en France, sur ceux des pays européens où ils sont le mieux garantis. Cette clause de « l'Européenne la plus favorisée » vise à faire l'inventaire des législations les plus favorables aux femmes, en Europe, en retenant la meilleure. Et inciter ainsi le gouvernement à déposer un projet de loi, en donnant « le meilleur de l'Europe pour les femmes ». Un texte de Danielle Bousquet sur la modernisation du congé maternité et sur les conditions d'exercice de la parentalité sera

également discuté le 25 mars. La proposition de loi demande notamment de passer le congé maternité de seize semaines actuellement à vingt semaines. Par ailleurs, un autre texte sur les violences faites aux femmes, plus consensuel, proposé notamment par les députés Danielle Bousquet (PS) et Guy Geoffroy (UMP), sera débattu en séance publique le 25 février.

En direct du Sénat

Les membres de la Haute Assemblée ont refusé d'appliquer aux réfugiés afghans la protection temporaire réclamée par le groupe socialiste. Portée par Louis Mermaz, cette proposition faisait suite à l'expulsion d'Afghans par

charter, en octobre et décembre derniers. « Ce retour met leur vie en danger du fait de la guerre », déplore le sénateur de l'Isère. Dénonçant « l'immobilisme du gouvernement en matière de prise en charge des personnes visiblement en transit et qu'on ne peut renvoyer sans risque pour leur vie aux frontières de l'UE », les élus socialistes ont réclamé le recours à une protection complémentaire permettant de « pallier les carences de certains états en la matière et de faire prévaloir la solidarité d'un bout à l'autre de l'UE par le partage des charges ». Éric Besson et les sénateurs UMP ne l'ont pas entendu de cette oreille, rejetant en bloc une proposition qui faisait fi de la politique du chiffre dont se prévaut l'actuel ministre de l'Immigration.

Benoît Hamon, 16|02|10

Mobilisation

« Quand le gouvernement lèvera le tabou du financement du système des retraites et notamment la mise à contribution des revenus financiers, l'élargissement des cotisations patronales, quand il cessera finalement de n'avoir comme seul courage d'être sur la position du Medef, quand il passera ce cap, nous discuterons. Pour l'instant, c'est aux organisations syndicales d'organiser la mobilisation ».

Axel Urgan, 16|02|10

Inadmissible

« Des propos aussi affligeants qu'inadmissibles dans la bouche d'une ministre censée être en charge de tout l'outremer, c'est-à-dire de onze collectivités et non d'une seule ». C'est ainsi qu'Axel Urgan, Secrétaire national à l'outremer, a qualifié les propos de Marie-Luce Penchard. La Secrétaire d'état à l'outremer, candidate UMP aux élections régionales en Guadeloupe, a en effet déclaré que « Ça (lui) ferait mal de voir les crédits de son Secrétariat quitter la Guadeloupe au bénéfice de la Guyane, de la Réunion ou de la Martinique ». Le Parti socialiste demande au président de la République « de tirer sans délai les conséquences de ces propos » et réclame la démission immédiate de la Secrétaire d'état.

CONVENTION NATIONALE

En route pour le projet

Les 13 ateliers rendent leur rapport début mars.

En prévision de la Convention nationale du 29 mai sur le nouveau modèle de développement économique, social et écologique, treize ateliers se sont mis à l'ouvrage durant tout le mois de février, autour de trois thèmes : « un nouveau modèle d'éco-développement au service du progrès », « relancer le progrès social », « réhabiliter l'intervention publique ». L'atelier « Nouveaux modèles et territoires » a réuni ainsi plusieurs experts autour de problématiques liées aux inégalités territoriales, à la péréquation et à la fiscalité. Un second atelier s'est réuni la semaine

dernière à Lyon, en présence de Gérard Collomb, sur le thème de la recherche et l'innovation.

« La définition d'un nouveau modèle de développement social, économique et écologique, objet de la Convention nationale du Parti socialiste, sera pour nous un rendez-vous décisif afin de reconquérir la crédibilité et la confiance des Français », résume Pierre Moscovici, chargé de mener cette Convention. Les travaux des ateliers feront l'objet d'un rapport publié début mars au plus tard.

► Retrouver la Convention nationale sur lafrancequonaime.fr/laconvention

RÉGIONALES 2010



Martine Aubry, Jean-Christophe Cambadélis, Axel Urgan et Claude Bartolone sont allés soutenir Michel Vergoz tête de liste socialiste à la Réunion. Développement économique et social ultramarin, visite du centre de prévision des cyclones, marché du quartier populaire du Chaudron, et meeting à Saint-Joseph étaient au programme de ces trois jours de déplacement. L'occasion pour la Première secrétaire de saluer le vivre ensemble réunionnais caractéristique de « cette France qu'on aime ».

► Retrouver l'essentiel de notre campagne régionale et le kit de campagne sur lesregionsquonaime.fr

LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON PRÉPARE UN TSUNAMI SOCIAL APRÈS LES RÉGIONALES

Aujourd'hui, sur tous les sujets sociaux, le gouvernement n'a qu'un mot à la bouche : concertation. Mais c'est la concertation jusqu'aux élections, le coup de bambou après.

Qui va payer le prix de la crise ? VOUS

Nicolas Sarkozy s'est engagé à ne pas remettre en cause les milliards de cadeaux fiscaux accordés aux plus riches et aux entreprises.

Retraites : travailler plus longtemps pour gagner moins

Le gouvernement a choisi : **il refuse de faire contribuer davantage les revenus du capital ou les entreprises, et exige que l'on travaille plus longtemps.** Mais reculer l'âge de départ à la retraite alors que le chômage des seniors reste massif aboutit à **diminuer le montant des retraites.**

Fiscalité : toujours moins de pouvoir d'achat pour les Français

La nouvelle version de la **taxe verte/taxe carbone** sera présentée après les régionales et on entend reparler de la **TVA sociale** qui n'a jamais été vraiment abandonnée par l'UMP !

Services publics : l'étranglement programmé

Suppression de la taxe professionnelle : moins de ressources pour l'éducation, l'aide sociale, les transports, moins pour soutenir l'emploi ou aider les associations.

Suppressions de postes dans la fonction publique : moins d'enseignants dans les établissements scolaires, moins de policiers et de gendarmes, moins de juges, moins de soignants dans les hôpitaux.

Pouvoir d'achat et emploi : l'austérité

Le gouvernement refuse d'agir pour aider les **600 000 chômeurs qui vont se retrouver en fin de droits en 2010.** Et toujours rien pour aider les **4 millions de chômeurs.**

Au 1^{er} janvier 2010 : refus du gouvernement d'augmenter le **SMIC** au-delà du minimum légal et le forfait hospitalier **est passé de 16 à 18 euros.** Les mutuelles de santé vont **augmenter de 5%** en moyenne.

Le printemps de l'UMP, c'est l'austérité, la casse des services publics, la remise en cause de nos droits et de nouvelles taxes injustes. Avec le PS, s'opposer au gouvernement, c'est aussi refuser de payer la facture.

Face à une politique inefficace et injuste, nous devons dire STOP à l'UMP et au gouvernement dès maintenant ! Avec vous, le PS veut que le printemps 2010 soit le début du changement et le retour de l'espoir.



Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes Nom
- Je désire adhérer au Parti socialiste Prénom
- Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS) email
- Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt. Tél
- À renvoyer au Parti socialiste, Adresse
- 10 rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 code postal
- contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr Ville